



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

> administration

ARRÊTÉ

CIRCULATION INTERDITE

SUR LE PARKING DESSERVANT

LA RUE DU DOCTEUR PAYEN

Date : 06 JUIL. 2026

SITUE ENTRE LA SALLE DES FÊTES, LA MEDIA-

N° : DST 2026-201

THEQUE ET L'ECOLE MATERNELLE DU BOURG

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n° ARR_DGS_2026_087 du 31 mars 2026 portant délégation de fonction à Monsieur Philippe Dolbeault pour assurer toute fonction dans les domaines des Travaux et du Patrimoine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité d'interdire la circulation sur le parking desservi la rue du Docteur Payen, situé entre la salle des Fêtes, la médiathèque et l'école maternelle du Bourg et en raison de la cérémonie organisée dans le gymnase Jean Moulin, dans le cadre des obsèques de Monsieur Michel Guerin.

En outre, durant cette période, la rue du Docteur Payen sera également barrée à la circulation.

ARRÊTE

Article 1 : Le mercredi 08 juillet 2026, le parking desservi par la rue du Docteur Payen, situé entre la salle des Fêtes, la médiathèque et l'école maternelle du Bourg sera interdit à la circulation en raison de la cérémonie organisée dans le cadre des obsèques de Monsieur Michel Guerin.

Durant cette période, la rue du Docteur Payen sera également barrée à la circulation.

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent

être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
Kéolis
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



Philippe Dolbeault

adjoint délégué aux travaux et au patrimoine